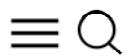
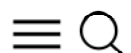


INFO NICE-MATIN. Scandale du tunnel de Tende: le procureur italien renvoie 16 suspects devant le juge

 **#COTE-D-AZUR** **#FAITS DE SOCIÉTÉ** | PAR **CHRISTOPHE CIRONE** | Mis à jour le 08/02/2019 à 18:06 | Publié le 08/02/2019 à 18:06



Ce scandale a considérablement retardé la livraison du nouveau tunnel, espéré au mieux en 2023, au lieu de 2020. Photo Cyril Dodergny



désormais chose faite. Le procureur de Cuneo, Euliano Dodero, a demandé ce vendredi le renvoi de 16 personnes et d'une société (toutes italiennes), devant un juge piémontais, dans l'affaire du tunnel de Tende.

En mai 2017, la "guardia di finanza" avait interpellé 17 personnes, après le vol de 200 tonnes de métal destinées à un chantier titanesque: le percement d'une seconde galerie longue de 3,2 km, au col de Tende, à côté du tunnel historique. Un chantier à plus de 200 millions d'euros, financé par la France (41%) et l'Italie (59%), mais piloté par cette dernière.

>> LIRE AUSSI. [Pourquoi le chantier du scandale entrvoit \(enfin\) le bout du tunnel à Tende](#)

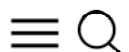
Vingt mois plus tard, l'enquête est close, a indiqué le procureur de Cuneo à Nice-Matin. Euliano Dodero nous précise avoir demandé, ce vendredi, "*le renvoi devant la justice de 16 personnes physiques et d'une personne morale.*" Cette audience préliminaire pourrait intervenir "*dans les prochains jours*".

À lire aussi sur Nice-matin



Cette audience, c'est l'audience des larmes, des regrets éternels. » Hier après-midi, ...

"Cette audience, c'est l'audience des larmes, des regrets éternels." Lundi après-midi, ...



— VERS UN PROCÈS AU PRINTEMPS

À l'issue, le juge ordonnera des renvois devant le tribunal de Cuneo. "*Le procès pourrait se tenir au printemps*", précise le procureur.

>> LIRE AUSSI. "*Le chantier du tunnel de Tende est le Notre-Dame-Des-Landes du département des Alpes-Maritimes*"

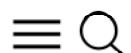
Maîtres d'œuvre, cadres, ouvriers... Les suspects sont issus de l'entreprise qui conduisait le chantier (la Fincosit, géant du BTP italien), du groupement auquel elle appartenait (Galleria di Tenda) et de l'Anas, la société qui gère le réseau routier italien. Ils doivent répondre d'une foule de délits: vol aggravé, fraude en écriture publique, violation des normes environnementales et des normes de stockage d'explosifs, fraude contre l'Etat et faux documents, ainsi qu'atteinte à la sécurité des transports.

Pub

L'appareil indispensable qui sauvegarde et protège TOUTES vos Photos & Vidéos en un clic.

photostick en promo: -50%

Une soixantaine de femmes sont inscrites à chaque édition du raid qui se déroule sur ...



PREJUDICE

Plusieurs millions d'euros de préjudice Les personnes mises en cause encourent des peines de prison, d'amendes, mais aussi des peines complémentaires, telles que l'éviction de la fonction publique et l'interdiction de négocier des relations commerciales. Selon Onelio Dodero, la fraude a affecté à la fois "*la construction du tunnel dans sa partie interne, son imperméabilisation, la construction du mur extérieur 0A09 [ndlr: "le mur de la honte", récemment raboté] et, en général, la fourniture de matériels non conformes et non certifiés*".

>> LIRE AUSSI. [6 questions que vous vous posez sur les travaux du tunnel de Tende](#)

Selon le service presse de l'Anas, le préjudice se chiffre "*en millions d'euros*". Ce scandale a considérablement retardé la livraison du nouveau tunnel, espéré au mieux en 2023, au lieu de 2020. Exit la Fincosit: c'est Edilmaco, groupement d'entreprises de Turin, arrivé en deuxième place lors de l'appel d'offres, qui est prête à reprendre les travaux. En cas de feu vert administratif, le chantier pourrait reprendre d'ici l'été.

 Partager

 Twitter

 Mail

DANS LE CIEL NIÇOIS